

Rapport de la direction aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de 5N Plus inc. et ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celles-ci.

La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Compagnie.

La direction est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière, afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes de la Compagnie ont libre accès au comité de vérification, composé d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière, de même que les vérificateurs externes examinent les états financiers consolidés et recommandent leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l. /s.e.n.c.r.l.

SIGNÉ

Le président et chef de la direction,

Jacques L'Ecuyer

SIGNÉ

Le chef de la direction financière,

David Langlois, CA

Montréal, Canada

Le 24 août 2011

Rapport de l'auditeur indépendant aux actionnaires de 5N Plus inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de 5N Plus inc., qui comprennent le bilan consolidé au 31 mai 2011 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus inc. au 31 mai 2011 ainsi que des résultats de son exploitation, de son résultat étendu, de ses bénéfices non répartis et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Autre point

Les états financiers de 5N Plus inc. pour l'exercice clos le 31 mai 2010 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion sans réserve en date du 23 juillet 2010.

*PricewaterhouseCoopers s.n.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal, Canada
Le 24 août 2011

¹ Comptable agréé auditeur, permis n° 19042

États consolidés des résultats

Exercices terminés le 31 mai

(en milliers de dollars canadiens,

sauf le nombre moyen pondéré d'actions et le bénéfice par action)

	Note	2011	2010
		\$	\$
Ventes		178 828	70 763
Coût des ventes	13	126 503	38 911
Profit brut		52 325	31 852
Charges			
Frais de vente et d'administration		13 309	7 069
Amortissement des immobilisations corporelles	13	3 974	2 545
Amortissement des actifs incorporels		1 394	188
Recherche et développement, net des crédits d'impôt de 754 \$ (574 \$ en 2010)		2 577	1 858
Gain de change	15	(1 007)	(1 184)
Frais financiers	16	2 515	185
Revenus d'intérêts		(604)	(464)
		22 158	10 197
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices des activités poursuivies et intérêts minoritaires		30 167	21 655
Impôts sur les bénéfices	12		
Exigibles		7 896	6 442
Futurs		962	70
		8 858	6 512
Bénéfice net des activités poursuivies avant les intérêts minoritaires		21 309	15 143
Intérêts minoritaires		332	–
Perte nette générée par les activités abandonnées	21	–	(496)
Bénéfice net		21 641	14 647
Bénéfice net des activités poursuivies par action	19		
De base		0,44	0,33
Dilué		0,44	0,33
Bénéfice net par action	19		
De base		0,44	0,32
Dilué		0,44	0,32
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	19		
De base		49 205 470	45 578 992
Dilué		49 673 087	45 833 291

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exercices terminés
le 31 mai 2011 et 2010
(en dollars canadiens)

États
financiers
consolidés

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés le 31 mai

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2011	2010
		\$	\$
Bénéfice net		21 641	14 647
Autres éléments du résultat étendu			
Couverture de trésorerie, nette de l'impôt de 561 \$ ((561 \$) en 2010)	15	(1 255)	1 255
Gain (perte) net découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes		1 622	(3 675)
Autres éléments du résultat étendu			
		367	(2 420)
Résultat étendu		22 008	12 227

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des capitaux propres

Exercices terminés le 31 mai

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2011	2010
		\$	\$
Capital-actions	11		
Au début de l'exercice			
Actions émises en vertu d'un régime d'options d'achat d'actions		82 390	81 882
Actions émises en contrepartie d'espèces		1 425	508
Actions émises en vertu de l'achat de MCP Group SA	6	125 028	–
		78 621	–
À la fin de l'exercice		287 464	82 390
Surplus d'apport			
Au début de l'exercice			
Coût relié à la rémunération à base d'options d'achat d'actions	11	1 372	797
Actions émises en vertu d'un régime d'options d'achat d'actions		816	751
		(511)	(176)
À la fin de l'exercice		1 677	1 372
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Au début de l'exercice			
Couverture de trésorerie, nette de l'impôt de 561 \$ ((561 \$) en 2010)	15	(2 531)	(111)
Gain (perte) net découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes		(1 255)	1 255
		1 622	(3 675)
À la fin de l'exercice		(2 164)	(2 531)
Bénéfices non répartis			
Au début de l'exercice			
Bénéfice net		44 447	29 800
Frais d'émission d'actions, nets de l'impôt de 1 526 \$		21 641	14 647
		(4 147)	–
À la fin de l'exercice		61 941	44 447
Capitaux propres		348 918	125 678

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Au 31 mai

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2011	2010
		\$	\$
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		27 916	65 992
Placements temporaires (restreints)	7	49 587	2 000
Débiteurs	2	114 099	4 774
Stocks	3	293 069	27 705
Frais payés d'avance et dépôts		1 387	1 073
Instruments financiers dérivés	14	321	1 363
Impôts sur les bénéfices à recevoir		2 831	517
Impôts futurs	12	1 856	151
		491 066	103 575
Immobilisations corporelles	4	97 223	26 437
Actifs incorporels	5	71 888	1 771
Écart d'acquisition	6	116 203	4 382
Impôts futurs	12	5 051	2 311
Autres actifs		2 207	45
		783 638	138 521
Passif			
Passif à court terme			
Dettes bancaires et dettes à court terme	7	170 675	–
Créditeurs et charges à payer	8	67 492	4 646
Instruments financiers dérivés	14	441	–
Impôts sur les bénéfices à payer		6 992	44
Tranche à court terme de la dette à long terme et du solde de prix de vente à payer	9	18 824	623
Impôts futurs	12	526	445
		264 950	5 758
Dettes à long terme	9	54 106	4 198
Solde de prix de vente à payer	9	72 279	–
Autres montants à payer	10	18 590	553
Impôts futurs	12	23 202	2 334
		433 127	12 843
Intérêts minoritaires	6	1 593	–
Capitaux propres			
Capital-actions	11	287 464	82 390
Surplus d'apport		1 677	1 372
Cumul des autres éléments du résultat étendu		(2 164)	(2 531)
Bénéfices non répartis		61 941	44 447
		348 918	125 678
		783 638	138 521
Engagements	18		
Événements postérieurs à la date du bilan	24		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil
d'administration :

SIGNÉ :

Jacques L'Ecuyer
Administrateur

SIGNÉ :

Jean-Marie Bourassa
Administrateur

États des flux de trésorerie consolidés

Exercices terminés le 31 mai

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2011	2010
		\$	\$
Activités d'exploitation			
Bénéfice net		21 641	14 647
Perte nette des activités abandonnées	21	–	496
Bénéfice net des activités poursuivies		21 641	15 143
Éléments hors caisse :			
Amortissement des immobilisations corporelles		3 974	2 545
Amortissement des actifs incorporels		1 394	188
Impôts futurs		2 488	70
Gain réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie, net des impôts de 123 \$ (364 \$ en 2010)		(420)	1 177
Revenus reportés		(12)	(3)
Rémunération à base d'options sur actions	11	816	751
Autres		(312)	520
		29 569	20 391
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement			
Débiteurs		(26 322)	2011
Stocks		(52 497)	(290)
Frais payés d'avance et dépôts		331	(398)
Impôts sur les bénéfices à recevoir		(2 312)	(1 292)
Créditeurs et charges à payer		(15 150)	(616)
Impôts sur les bénéfices à payer		6 922	(2 978)
		(89 028)	(3 563)
		(59 459)	16 828
Activités d'investissement des activités poursuivies			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(20 063)	(4 588)
Acquisition d'actifs incorporels		(1 036)	(249)
Acquisition d'une entreprise nette de la trésorerie de la société acquise	6	(119 158)	(7 748)
Placements temporaires (affectés)		(29 343)	–
Autres montants à payer		(1 088)	–
Autres		764	7
		(169 924)	(12 578)
Activités de financement des activités poursuivies			
Variation nette de l'emprunt bancaire et de la dette à court terme		44 620	–
Augmentation de la dette à long terme		28 970	–
Remboursement de la dette à long terme		(500)	(585)
Variation nette des autres passifs à long terme		–	(42)
Produit d'émissions d'actions	11	125 942	332
Frais d'émission d'actions		(5 673)	–
		193 359	(295)
Perte de change réalisée sur la trésorerie et équivalent de trésorerie désignée		(2 214)	–
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies		162	(534)
		(2 052)	(534)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies		(38 076)	3 421
Diminution nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	21	–	(496)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(38 076)	2 925
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		65 992	63 067
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		27 916	65 992
Informations supplémentaires	6		
Immobilisations corporelles non déboursées incluses dans les créditeurs et charges à payer		2 108	200
Reclassement de la perte de change sur trésorerie désignée aux stocks		(1 324)	–
Intérêts versés		1 777	121
Impôts versés sur les bénéfices		3 850	8 903
Impôts futurs sur frais d'émission d'actions inclus dans les bénéfices non répartis		1 526	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1 Sommaires des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de 5N Plus inc. (la « Société ») sont présentés en dollars canadiens et sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et coentreprises. Tous les soldes et transactions réciproques ont été éliminés.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants déclarés des revenus et dépenses pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme, ainsi que la valeur des actifs intangibles, des stocks, de l'écart d'acquisition, de la provision pour le régime de prestations de retraite et de la restauration des sites. Les montants présentés et les informations fournies dans les notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Conversion des devises étrangères

Les produits et les charges libellés en devises étrangères sont enregistrés selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis selon le taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Tous les actifs et passifs des filiales étrangères autonomes sont comptabilisés selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs des filiales libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis selon le taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes sont comptabilisés dans les capitaux propres sous la rubrique « cumul des autres éléments du résultat étendu » et n'ont pas d'incidence sur l'état consolidé des résultats tant que la Société ne réduit pas son investissement net dans ces établissements étrangers.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et des placements hautement liquides dont l'échéance initiale est de 90 jours ou moins. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont désignés comme destinés à la vente et sont comptabilisés à la juste valeur.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont classés comme prêts et créances et sont comptabilisés au coût après amortissement.

Stocks

Les matières premières sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Le coût des produits finis inclut la valeur des matières premières, la main-d'œuvre directe et une juste part des frais généraux de fabrication. Les dépréciations jusqu'à la valeur nette de réalisation peuvent être reprises, jusqu'à concurrence du montant de la dépréciation, en cas d'un changement de situation qui justifie l'augmentation de la valeur des stocks. Le renversement de la dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation est permis lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières est en inventaire, la Société pourrait s'engager dans des contrats de vente à long terme à prix fixe. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement assignées et le calcul du coût moyen de celles-ci est utilisé pendant la durée des contrats.

Exercices terminés
le 31 mai 2011 et 2010
(en milliers de
dollars canadiens)

Notes
afférentes
aux états
financiers
consolidés

① Sommaires des principales conventions comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des subventions gouvernementales. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Périodes
Bâtiments	25 ans
Améliorations locatives	selon la durée du bail
Équipement de production	10 ans
Mobilier, équipement de bureau et matériel roulant	3 et 10 ans

L'amortissement des actifs en construction débute lorsqu'ils sont prêts à être utilisés.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile estimative aux taux suivants :

	Périodes
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans
Relations clients	10 ans
Technologie	5 ans
Frais de développement	N'excède pas 10 ans
Nom commercial et ententes de non-concurrence	2 à 5 ans

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'une entreprise acquise sur la juste valeur attribuée aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'écart d'acquisition pourrait avoir subi une dépréciation. Le test de dépréciation est basé sur la juste valeur établie à partir de modèles d'évaluation pouvant tenir compte de divers facteurs, comme les bénéfices futurs normalisés et estimatifs, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Le test annuel de dépréciation est effectué le 31 mai par la Société. Aucune perte de valeur n'a été identifiée pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.

Dépréciation et disposition d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, à savoir les immobilisations corporelles et actifs incorporels pouvant être amortis, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité des actifs destinés à être détenus et utilisés est mesurée en comparant la valeur comptable d'un actif au montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés que procurera vraisemblablement cet actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif excède le montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés, une perte de valeur doit être constatée pour tenir compte de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la juste valeur. Les actifs destinés à être vendus sont présentés de façon distincte au bilan et sont constatés à la valeur comptable ou à la juste valeur, déduction faite des frais de vente, selon la moindre des deux, et ne sont plus amortis. Les actifs ou les passifs qui font partie d'un groupe destiné à être cédé et qui sont classés comme destinés à la vente sont présentés de manière distincte sous les rubriques appropriées de l'actif ou du passif au bilan.

Constatation de produits

Les produits tirés de la vente de biens manufacturés sont comptabilisés lorsque le titre de propriété et le contrôle des marchandises sont transférés à l'acheteur, soit généralement au moment de l'expédition, et que les encaissements sont raisonnablement assurés.

Les revenus provenant des activités d'affinage en sous-traitance sont constatés à la livraison et lorsque les risques et avantages importants inhérents à ces produits sont transférés aux clients.

① Sommaires des principales conventions comptables (suite)

Recherche et développement

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés et comprennent une proportion raisonnable des coûts indirects. Les frais de développement sont reportés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation prévus aux termes des PCGR canadiens, et que la réalisation des avantages futurs peut être considérée comme raisonnablement certaine.

Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise ses impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs sont inscrits par application des taux d'imposition qui devraient être en vigueur ou pratiquement en vigueur dans l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. L'incidence de toute modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est comptabilisée en résultat net dans la période où survient la modification. Une provision pour moins-value est constatée pour tout actif d'impôts futurs, si la probabilité que l'actif ne soit pas réalisé est plus grande.

Garanties

Dans le cours normal des activités, la Société conclut diverses ententes qui peuvent présenter des caractéristiques répondant à la définition de garantie. Par définition, une garantie est un contrat (y compris l'indemnisation) qui pourrait éventuellement obliger la Société à faire des paiements à un tiers en fonction i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, d'un titre de capitaux propres ou d'un titre sur marchandise, d'un indice ou de toute autre variable qui est liée à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'un tiers ou iii) du manquement, par un tiers, à rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les attributions d'options accordées à des salariés et administrateurs sont comptabilisées selon la méthode de la juste valeur. Selon cette méthode, la juste valeur estimative des options est calculée en appliquant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes. La valeur de la charge de rémunération est constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits rattachés aux options sur actions moyennant une augmentation correspondante du surplus d'apport.

La Société comptabilise les unités d'actions restreintes à la juste valeur, au cours de clôture de l'action à la date de l'octroi. Les unités doivent être réglées en espèces et sont évaluées selon le prix du marché à la date du bilan.

Frais d'émission d'actions

Les frais liés à l'émission d'actions sont comptabilisés en réduction des bénéfices non répartis.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action sont calculés en divisant le bénéfice net consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice et par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué respectivement.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué est calculé en supposant que toutes les options ont été levées et que le produit tiré de leur levée a été affecté à l'achat d'actions ordinaires au prix moyen du cours boursier pour la période.

Contributions gouvernementales

Les contributions gouvernementales, qui consistent en subventions et en crédits d'impôt à la recherche, sont constatées en tant que réduction des charges y afférentes et du coût de l'élément d'actif acquis. Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une certitude raisonnable que la Société a respecté les conditions du programme de subvention approuvé ou, dans le cas des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une certitude raisonnable qu'ils seront réalisés.

① Sommaires des principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers

Les instruments financiers sont des contrats qui donnent lieu à un actif financier ou un passif financier. Les instruments financiers sont constatés au bilan consolidé à leur juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement tel qu'indiqué à la note 14. Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Le tableau ci-dessous présente la méthode comptable que la Société a choisi d'appliquer à chacune de ses catégories d'instruments financiers :

Actifs et passifs	Catégorie	Évaluation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transactions	Juste valeur
Placements temporaires	Prêts et créances	Coût après amortissement
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transactions	Juste valeur
Dette bancaire et dette à court terme	Autres passifs	Coût après amortissement
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement
Dette à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement
Solde de prix de vente à payer	Autres passifs	Coût après amortissement

Le coût après amortissement est déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La Société a choisi de comptabiliser les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers en réduction de la valeur comptable des instruments financiers connexes. Les coûts de transaction sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative des facilités.

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, à savoir des contrats de change, des swaps de taux d'intérêt et des contrats à terme pour fixer le prix de certains métaux afin de se protéger contre le risque de la fluctuation des taux de change des devises étrangères, des fluctuations des taux d'intérêt et de la fluctuation du prix des métaux. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur à chaque date du bilan.

Couvertures

Couverture de flux de trésorerie

Les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur. La portion efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à l'état consolidé du résultat étendu, et la portion inefficace est comptabilisée, le cas échéant, en résultat net.

Couverture de flux de trésorerie lié à l'achat de matières premières

La Société a également désigné comme couverture de flux de trésorerie une portion de sa trésorerie en dollars US pour l'achat futur de matières premières. La trésorerie en dollars US désignée est comptabilisée à la juste valeur au bilan consolidé de la Société. Le gain ou la perte de change sur l'encaisse en dollar US désignée est comptabilisé à l'état consolidé du résultat étendu. À l'achat de la matière première, le gain ou la perte de change est comptabilisé à titre de stock de matières premières.

① Sommaires des principales conventions comptables (suite)

Avantages sociaux futurs

La Société contribue à un plan de régime de retraite à prestations déterminées.

Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages sociaux futurs sont les suivantes :

- Le coût au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, des taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, à l'âge de la retraite des salariés et aux coûts prévus des soins de santé.
- Aux fins du calcul du rendement prévu des actifs du régime, ces derniers sont évalués à la juste valeur. Selon cette méthode, les écarts entre le rendement réel et le rendement prévu dépassant 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées, ou 10 % de la valeur liée au marché des actifs du régime, selon la plus grande des deux valeurs, sont amortis sur la durée de vie future moyenne prévue des participants au régime.
- Les gains et pertes actuariels cumulés nets non comptabilisés excédant 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou 10 % de la valeur liée au marché des actifs du régime, selon la plus grande des deux valeurs au début de l'exercice, sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au régime.

Prises de position en comptabilité non encore adoptées

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises » qui remplace le chapitre 1581 qui porte le même nom. Ce chapitre constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3 (version révisée), Regroupements d'entreprises. Il s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

En janvier 2009, l'ICCA a publié les chapitres 1601, « États financiers consolidés » et 1602, « Participation sans contrôle », qui collectivement remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Ce nouveau chapitre définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27 (version révisée), États financiers consolidés et individuels, et s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

À compter du 1^{er} juin 2011, la Société cessera de préparer ses états financiers en vertu des PCGR du Canada, tels que décrits dans la partie V du manuel de l'ICCA — Comptabilité (« PCGR du Canada »). Elle utilisera pour principale référence les « International Financial Reporting Standards », tels que publiés par l'International Accounting Standards Board et établis dans la partie I du manuel de l'ICCA — Comptabilité. En conséquence, la direction n'a pas déterminé l'impact qu'aura le changement comptable précité sur les PCGR du Canada, changement qui entre en vigueur pour les périodes débutant le, ou après le, 1^{er} juin 2011.

2 Débiteurs

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Comptes clients	108 220	3 913
Taxes à la consommation	4 769	416
Autres	1 294	470
Provision pour créances douteuses	(184)	(25)
	114 099	4 774

Le classement chronologique des comptes clients était comme suit :

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Courant	68 724	3 758
En souffrance de 0 à 60 jours	30 031	78
En souffrance de 60 à 120 jours	3 678	77
En souffrance de 120 jours et plus	5 787	–
	108 220	3 913

3 Stocks

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Matières premières	92 623	15 634
Produits finis et produits en cours	200 446	12 071
	293 069	27 705

4 Immobilisations corporelles

Au 31 mai	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrains et bâtiments	37 534	1 783	35 751
Équipement de production	67 403	14 397	53 006
Mobilier, équipement de bureau, amélioration locative et matériel roulant	10 050	1 584	8 466
	114 987	17 764	97 223

Au 31 mai	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrains et bâtiments	12 174	1 209	10 965
Équipement de production	19 717	5 878	13 839
Mobilier, équipement de bureau, amélioration locative et matériel roulant	2 420	787	1 633
	34 311	7 874	26 437

Les immobilisations corporelles non amorties au 31 mai 2011 se chiffraient à 16,5 millions \$.

5 Actifs incorporels

Au 31 mai			2011
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Logiciels	1 052	559	493
Relation avec la clientèle	46 223	671	45 552
Technologie	17 413	506	16 907
Frais de développement	1 016	49	967
Propriété intellectuelle	3 287	560	2 727
Nom commercial et ententes de non-compétition	5 489	247	5 242
	74 480	2 592	71 888

Au 31 mai			2010
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Logiciels	604	120	484
Propriété intellectuelle	1 355	68	1 287
	1 959	188	1 771

6 Acquisitions d'entreprises

La Société a acquis deux entreprises en 2011 et une en 2010. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à partir de la date d'acquisition.

2011

MCP Group SA

Le 8 avril 2011, la Société a fait l'acquisition de MCP pour la considération suivante : contrepartie en espèce : 144 027 \$ (105 794 €), billet à ordre et retenue en faveur des vendeurs : 85 455 \$ (61 879 €) et 11 377 797 actions ordinaires de 5N Plus à 6,91 \$ l'action pour une contrepartie de 78 621 \$. Les frais liés à l'opération sont approximativement 2 100 \$ pour contrepartie totale : 310 203 \$. Le prix de 6,91 \$ l'action a été établi d'après le cours moyen des actions de 5N Plus pour les 3 jours précédant et suivant l'annonce, moins un escompte de 20 % basé sur la valeur d'une option de vente selon le modèle d'évaluation Black et Scholes, pour tenir compte de la période de blocage visant ces actions, en ligne avec la pratique courante dans le marché.

Sylarus Technologies LLC

Le 21 juin 2010, la Société a fait l'acquisition, pour un montant de 3 000 \$ US (approximativement 3 072 \$), d'une dette convertible de Sylarus, un producteur de substrats de germanium pour cellules solaires, situé à St. George, dans l'état de l'Utah. La dette convertible porte intérêt au taux de 6 % annuellement et est remboursable au plus tard le 31 mai 2015. La dette incluant les intérêts courus est convertible, au gré de la Société, en 18 % d'actions votantes et participantes de Sylarus.

Cette débenture convertible est un instrument financier hybride, dont la composante dette et la composante instrument dérivé incorporé sont évaluées séparément. La composante dette est classée à titre de prêt et créance et la composante instrument dérivé incorporé qui représente l'option de conversion est classée comme détenue à des fins de transaction.

⑥ Acquisitions d'entreprises (suite)

Le 10 janvier 2011, la Société a convenu de convertir la débenture à Sylarus en une participation majoritaire de 66,67 %. La Société a également accepté de fournir un financement additionnel de 766 \$ US sous la forme d'une créance garantie pour le remboursement de la dette à court terme contractée par Sylarus.

Le tableau suivant présente pour l'année 2011, la répartition préliminaire du prix d'achat entre les actifs identifiables acquis d'après leur juste valeur estimative, et pour l'année 2010, celle du prix d'achat final entre les actifs nets identifiables acquis d'après leur juste valeur.

	MCP	Sylarus	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Éléments d'actifs acquis				
Placements temporaires (affectés)	18 061	–	18 061	–
Éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation	292 919	681	293 600	1 881
Immobilisations corporelles	43 837	8 048	51 885	1 521
Actifs intangibles	70 471	–	70 471	1 355
Écart d'acquisition	112 596	–	112 596	4 382
Actif d'impôts futurs	3 625	–	3 625	–
Autres actifs	2 919	200	3 119	–
	544 428	8 929	553 357	9 139
Éléments de passifs pris en charge				
Éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation	93 486	2 706	96 192	16
Emprunt bancaire et dette à court terme	125 393	–	125 393	–
Dette à long terme	23 780	1 096	24 876	858
Passif d'impôts futurs	21 370	–	21 370	517
Radiation de la note payable à 5N Plus	–	769	769	–
Intérêts minoritaires	–	1 560	1 560	–
	264 029	6 131	270 160	1 391
Contrepartie totale	280 399	2 798¹	283 197	7 748
Contrepartie				
Somme payée en espèces aux vendeurs	144 027	3 307	147 334	7 851
Émission d'actions aux vendeurs	78 621	–	78 621	–
Somme à payer aux vendeurs	85 455	–	85 455	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquises	(29 804)	(509)	(30 313)	(164)
Coût d'acquisition	2 100	–	2 100	61
Contrepartie versée	280 399	2 798	283 197	7 748

¹ Valeur comptable de la dette et de l'instrument dérivé incorporé (option de conversion) à la date d'acquisition pour cette transaction hors trésorerie.

2010

Firebird Technologies Inc.

Le 1^{er} décembre 2009, la Société a fait l'acquisition de Firebird Technologies Inc. (« Firebird ») pour un montant de 7 912 \$ incluant des frais reliés à l'acquisition de 61 \$. Firebird est une société spécialisée dans la fabrication de métaux purs et de composés semiconducteurs. Les principaux produits fabriqués par Firebird sont des substrats d'antimoniure d'indium ainsi que des métaux purs tels que l'antimoine, l'indium et l'étain.

7 Dette bancaire et dette à court terme

La Société a différentes lignes de crédit à demande auprès de plusieurs institutions bancaires à travers le monde. Certaines sont liées aux comptes clients et aux inventaires, par des garanties d'autres sociétés du groupe et d'autres par les actifs de la société emprunteuse du groupe. Au 31 mai 2011, les lignes de crédit disponibles à demande totalisent environ 140 millions de dollars auxquelles s'ajoute une ligne de crédit d'environ 50 millions de dollars (390 millions de dollars de Hong Kong) liée à des placements temporaires (voir plus bas). Au 31 mai 2011, un montant de 170,7 millions de dollars était emprunté en vertu de ces lignes de crédit (voir la répartition par devise dans le tableau plus bas).

Au 31 mai 2011	Dollar de Hong Kong	Livre sterling	USD	Euro	RMB	Total
Crédit disponible approximatif	390 000	10 000	40 000	42 789	192 500	s.o.
Montant emprunté	390 000	7 855	35 941	39 185	135 260	s.o.

Au 31 mai 2011	CAD	CAD	CAD	CAD	CAD	CAD
Crédit disponible approximatif	48 550	15 970	38 726	59 592	28 307	191 145
Montant emprunté	48 550	12 545	34 797	54 573	20 210	170 675

Les emprunts en dollar de Hong Kong portent intérêt au taux HIBOR 3 mois plus 1 %. Ce taux a été couvert par un instrument pour fixer le taux d'intérêt à 2,48 % jusqu'à l'échéance. L'emprunt en livre sterling porte intérêt au taux de base de la banque d'Angleterre plus 2 %. Les emprunts en dollar US portent intérêt au taux LIBOR plus 1,1 % à 1,25 % et certains au taux de base de la banque prêteuse plus 1,4 % à 1,7 %. Certains emprunts en euro portent intérêt à des taux variables entre 1,8 % et 2,6 %. D'autres portent intérêt à Euribor plus 2,05 % à 4 %. Les prêts en RMB portent intérêts au taux variant entre 105 % à 110 % du taux d'intérêt chinois. Certains emprunts ont des frais de disponibilité de 0,5 % sur les sommes non empruntées.

L'emprunt de 390 millions de dollars de Hong Kong est couvert par des dépôts en devise chinoise (RMB) rapportés à titre de placements temporaires au bilan de la Société. Les dépôts ont la même échéance que l'emprunt. À l'échéance, soit au plus tard en mai 2012, les dépôts seront encaissés et convertis en dollar de Hong Kong, et serviront à rembourser la dette y afférente. La Société possède un instrument de couverture fixant le taux de change entre les RMB et les dollars de Hong Kong afin de se couvrir contre les variations de taux de change. Le dépôt au montant de 47 587 \$ porte intérêt au taux de 2,55 %.

Les prêts en dollar de Hong Kong viennent à échéance à compter de février 2012 jusqu'en mai 2012. Les prêts en RMB viennent à échéance à compter d'octobre 2011 jusqu'en mars 2012. Les autres prêts seront remboursés à l'aide de la nouvelle facilité de crédit signée en août 2011 (note 24).

8 Crédoeurs et charges à payer

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	62 925	3 564
Salaires et vacances	3 537	1 082
Taxes à la consommation	1 030	–
	67 492	4 646

9 Dette à long terme et solde de prix de vente à payer

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Solde de prix de vente et retenue non garantis à payer aux anciens actionnaires de MCP au montant total de 61 879 € (billet à ordre de 46 908 € et retenue de 14 971 €), portant intérêt à un swap de taux d'intérêt LIBOR 3 ans plus 3,00 %. Les billets à ordre sont remboursables en trois versements annuels consécutifs à compter d'avril 2012 (note 6). La retenue est remboursable en avril 2014. Le solde de prix de vente et retenue à payer inclut un montant de 31 925 € payable à un membre du conseil d'administrateur et un vice-président directeur de la Société.	86 180	–
Facilité renouvelable de crédit de 50 millions de dollars, garantie de premier rang auprès d'une banque canadienne, échéant en avril 2013. ¹	27 847	–
Prêt à terme non garanti d'un montant de 13 millions de dollars US, échéant en janvier 2017 et portant intérêt au taux de LIBOR plus 2,30 %. Le prêt à terme est assujéti à des conditions bancaires.	12 197	–
Prêt à terme en euro, portant intérêt au taux de 6,23 %, garanti par une hypothèque sur une usine en Allemagne au montant de 1,534 € et échéant en décembre 2014.	2 611	–
Prêt d'un plan de régime de retraite en Allemagne, portant intérêt au taux Euribor plus 2 %, sans modalité de remboursement.	2 641	–
Prêt subordonné non garanti d'un montant de 1 million d'euros, échéant en 2017, portant intérêt au taux de 5,50 %.	1 393	–
Prêt à terme d'un montant autorisé de 450 £ remboursé en août 2011.	719	–
Prêts à terme, portant intérêt à des taux flottants fixés par les banques prêteuses, échéant en 2014 et 2015, garantis par les actifs de la filiale belge au montant de 3 814 €.	3 763	–
Prêt à terme, portant intérêt au taux de base flottant du prêteur moins 1,40 %, remboursable en versements mensuels de 41,66 \$, capital seulement, échéant en juin 2018, garanti par un immeuble au Canada d'une valeur comptable de 4,5 millions de dollars.	3 500	3 998
Prêt à terme ne portant pas intérêt, remboursable selon certaines conditions, échéant jusqu'en 2023. Dans l'éventualité que la somme ne soit pas totalement remboursée à cette date, le solde serait radié.	1 063	773
Prêt à terme d'un montant de 1 541 \$ US portant intérêt au taux LIBOR trois mois majoré de 3 %, remboursable en deux versements égaux de 50 % le 11 janvier 2012 et le 31 décembre 2012. Obligation en vertu d'un contrat de location acquisition portant intérêt au taux de 12,3 % remboursable par des versements mensuels de 12,5 \$.	1 873	–
Quote-part d'un prêt dans une coentreprise et autres.	1 422	50
	145 209	4 821
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	(18 824)	(623)
	126 835	4 198

¹ Cette facilité de crédit peut être tirée en dollar canadien, en dollar US et en euro. Le taux d'intérêt varie selon le niveau d'endettement de la Société et peut porter intérêt au taux de LIBOR, acceptations bancaires ou Euribor plus 2,75 % à 3,5 % ou au taux de base US et canadien plus 1,75 % à 2,5 %. Cette facilité de crédit est garantie par les actifs de certaines sociétés du groupe (note 24).

9 Dette à long terme et solde de prix de vente à payer (suite)

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2012	18 824
2013	66 568
2014	48 005
2015	3 804
2016	2 991
Par la suite	5 017
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	145 209

Certains emprunts sont sujets à des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Au 31 mai 2011, toutes ces clauses étaient respectées.

10 Autres montants à payer

Au 31 mai	Note	2011	2010
		\$	\$
Provision pour avantages sociaux futurs	22	10 071	–
Provision pour restauration d'un site		4 320	–
Autres provisions		4 199	553
		18 590	553

Provision pour restauration d'un site

L'installation acquise de MCP située à Tilly, en Belgique, fait présentement l'objet de mesures correctives en vertu d'un plan de remise en état en raison de l'héritage industriel du site sur lequel elle est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans, et afin de la rendre conforme à la réglementation plus stricte en matière d'environnement. Le plan de remise en état a été approuvé par les autorités locales et les coûts estimatifs en résultant ont été comptabilisés comme il se doit.

11 Capital-actions

a) Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes, sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

b) Émis et entièrement payé

	Nombre	Montant
		\$
Actions ordinaires		
En circulation au 31 mai 2009	45 520 225	81 882
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	107 225	508
En circulation au 31 mai 2010	45 627 450	82 390
Actions émises en vertu de l'acquisition de MCP	11 377 797	78 621
Actions émises en contrepartie d'espèces	13 590 000	125 028
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	297 380	1 425
En circulation au 31 mai 2011	70 892 627	287 464

Le 11 avril 2011, la Société a émis 13,590,000 actions ordinaires par voie de prise ferme au prix de 9,20 \$ par action pour un produit brut de 125 028 \$.

11 Capital-actions (suite)

c) Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (« Le Plan ») en remplacement de l'ancien plan (« L'Ancien Plan ») adopté en octobre 2007, aux mêmes conditions et termes, à l'exception que le total d'actions pouvant être émis aux fins du Plan ne peut dépasser, au total, 5 millions d'actions. Aucune option d'achat d'action n'a été émise en vertu de ce plan au 31 mai 2011. Le total d'actions pouvant être émis aux fins de l'Ancien Plan ne peut dépasser, au total, 10 % de l'ensemble des actions ordinaires de temps à autre. Les options peuvent être exercées en vertu de l'Ancien Plan sur une période de dix ans suivant la date de l'octroi. Les options en circulation au 31 mai 2011 peuvent être exercées sur une période n'excédant pas un délai de six ans à compter de la date de l'octroi. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année suivant le premier anniversaire de la date de l'octroi.

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées utilisées pour déterminer la charge de rémunération liée aux options d'achat d'actions en appliquant le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes :

	2011	2010
Volatilité prévue du cours de l'action	40 %	40 %
Dividende	Néant	Néant
Taux d'intérêt sans risque	2,325 %	2,325 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	4 ans
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'octroi des options	1,70	1,89

Durant l'exercice	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
Au début de l'exercice	1 596 615	4,24	1 439 055	3,78
Octroyées	262 308	4,95	436 500	5,38
Annulées	(177 518)	5,12	(171 715)	4,00
Levées	(297 380)	3,07	(107 225)	3,09
À la fin de l'exercice	1 384 025	4,52	1 596 615	4,24

Les options d'achat d'actions en circulation au 31 mai 2011 sont comme suit :

Maturité	Prix d'exercice		Nombre d'options
	Bas	Haut	
	\$	\$	
Décembre 2013	3,00	3,00	478 475
Octobre 2014	3,81	3,81	2 500
Janvier 2015 à Octobre 2016	4,87	6,16	888 050
Juin et août 2014	9,13	10,32	15 000
			1 384 025

Au 31 mai 2011, 628 765 options d'achat d'actions pouvaient être levées à un prix de levée moyen pondéré de 4,16 \$.

Le coût de la rémunération reliée aux options d'achat d'actions est réparti comme suit :

Exercices terminés le 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Coût des ventes	185	251
Frais de vente et d'administration	577	352
Frais de recherche et développement	54	148
	816	751

11 Capital-actions (suite)

Régime d'unités d'achat restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un Régime d'unités d'actions restreintes (le « Régime UAR ») pour compléter le Plan. Le régime UAR permet à la Société d'octroyer aux participants des unités d'actions fictives qui s'acquièrent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en espèces et comptabilisées à titre de passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif connexe liés à ces octrois est fondée sur la juste valeur des unités d'actions octroyées et est passée en charges dans les frais de vente et d'administration sur la période d'acquisition des unités d'actions. À la fin de chaque période, les variations des obligations de paiement de la Société attribuables aux fluctuations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisées dans les frais de vente et d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, la Société a octroyé 33 129 UAR et enregistré un passif de 0,09 million \$.

Régime incitatif d'octroi d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'octroi d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers dont les droits peuvent être exercés pendant une période d'au plus de dix ans à compter de la date de l'octroi. Les droits au titre des unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers en circulation au 31 mai 2011 peuvent être exercés pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de l'octroi. Les unités d'actions assujetties à des restrictions à l'intention des employés étrangers s'acquièrent à un taux de 25 % par année, un an après la date de l'octroi. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, la Société a octroyé 8 549 actions restreintes et enregistré un passif de 0,01 million \$.

12 Impôts sur les bénéfices

Le tableau suivant représente la charge d'impôts calculée selon les taux d'imposition réglementaires canadiens et le taux d'imposition effectif aux états consolidés des résultats de la Société :

Exercices terminés le 31 mai	2011		2010	
	\$		\$	
Charge d'impôt aux taux d'imposition réglementaires	8 833	29,3 %	6 602	30,5 %
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :				
Pertes fiscales des filiales non comptabilisées	40	0,1 %	–	0,0 %
Frais non déductibles	206	0,7 %	112	0,5 %
Bénéfice découlant d'une structure fiscale	(260)	-0,9 %	(260)	-1,2 %
Incidence des écarts entre les taux d'imposition étrangers et les taux canadiens	(42)	-0,1 %	(27)	-0,1 %
Ajustements de l'exercice précédent et autres	81	0,3 %	85	-0,4 %
	8 858	29,4 %	6 512	30,1 %

12 Impôts sur les bénéfices (suite)

Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs sur les bénéfices de la Société étaient les suivantes :

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Actif d'impôts futurs		
Stocks	2 314	432
Immobilisations corporelles	2 674	995
Frais d'émission d'actions et honoraires professionnels	1 906	1 035
Autres	13	–
	6 907	2 462
Passif d'impôts futurs		
Stocks	(197)	–
Immobilisations corporelles	(3 864)	(1 972)
Actifs incorporels	(19 300)	(359)
Gain sur change non réalisé	–	(35)
Autres	(367)	(413)
	(23 728)	(2 779)
Passif net d'impôts futurs	(16 821)	(317)

Les impôts futurs s'établissent comme suit :

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Actif d'impôts futurs à court terme	1 856	151
Actif d'impôts futurs à long terme	5 051	2 311
Passif d'impôts futurs à court terme	(526)	(445)
Passif d'impôts futurs à long terme	(23 202)	(2 334)
Impôts futurs nets	(16 821)	(317)

Report prospectif de pertes

La Société a des pertes autres qu'en capital d'environ 13,5 millions de dollars qu'elle peut utiliser pour réduire son bénéfice futur imposable aux États-Unis. Une économie d'impôts futurs de 5,4 millions de dollars résultant de ces pertes n'a pas été comptabilisée. L'échéance des pertes autres qu'en capital débute en 2029.

13 Coût des ventes

Le tableau suivant représente le montant des stocks constatés dans le coût des ventes :

Exercices terminés le 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Coût des ventes	126 503	38 911
Amortissement des immobilisations corporelles relé à la transformation des stocks	3 171	2 365
	129 674	41 276

14 Instruments financiers

Juste valeur

Tous les actifs financiers classés dans les prêts et créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers classés dans les instruments détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans le bénéfice net.

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements temporaires, débiteurs, ainsi que les créditeurs et charges à payer, la dette bancaire, ainsi que les créditeurs se rapprochant de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Au 31 mai 2011, la juste valeur de la dette à long terme et du solde de prix de vente à payer est de 145 209 \$ (4 821 \$ au 31 mai 2010) et est calculée en actualisant les flux monétaires futurs au taux en vigueur à la date du bilan pour des emprunts avec les mêmes termes et échéances.

La juste valeur des actifs par niveau de hiérarchie s'établissait comme suit au 31 mai 2011 :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total actifs financiers
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 916	–	–	27 916
Instruments financiers dérivés ¹	–	(120)	–	(120)

¹ Les instruments financiers dérivés sont composés de contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt.

Gestion du risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée au risque de crédit, de liquidité et de financement, des taux intérêt, ainsi qu'au risque de change. La direction analyse les risques et met en place des stratégies afin d'en minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Risque de crédit et client important

La Société a une approche prudente pour gérer sa trésorerie et équivalents de trésorerie. Sa politique de placement requiert que les fonds soient totalement garantis à 100 % par l'institution financière et que les fonds soient répartis parmi des institutions financières reconnues.

La Société est exposée au risque de crédit associé à ses débiteurs découlant de ses activités commerciales habituelles. La Société estime que le risque de crédit est mitigé en raison des éléments suivants :

- La Société canadienne a conclu une entente avec Exportation et Développement Canada selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains comptes clients en cas de non-paiement, et ce, jusqu'à 1 500 \$ par année;
- La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs; toutefois, le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé régulièrement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque le compte est jugé irrécouvrable;
- Un client représentait approximativement 29 % (74 % en 2010) des ventes pour l'année financière 2011 et 4,6 % des débiteurs au 31 mai 2011 (33 % en 2010).

14 Instruments financiers (suite)

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité est celui que la Société ne puisse remplir ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité en gérant efficacement les actifs, les passifs et les flux de trésorerie.

Au 31 mai 2011, la Société détenait une trésorerie et équivalents de trésorerie de 27 916 \$ (65 992 \$ au 31 mai 2010) et des facilités de crédit à court et à long terme pouvant atteindre approximativement 191 604 \$ (note 7). Compte tenu des liquidités dont la Société dispose et des lignes de crédit disponible et la nouvelle facilité de crédit en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est modéré.

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mai 2011 sont les suivantes :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
Créditeurs et charges à payer	\$ 67 492	\$ 67 492	\$ 67 492	–	–	–
Dettes bancaires et dettes à court terme	170 675	171 166	122 126	49 040	–	–
Instruments financiers dérivés	441	441	441	–	–	–
Solde de prix de vente à payer et retenue	86 180	96 604	2 495	15 148	33 375	45 586
Dettes à long terme	59 030	71 855	2 898	4 900	40 199	23 858
	383 818	407 558	195 452	69 088	73 574	69 444

Les flux de trésorerie contractuels comprennent les intérêts.

Risque de taux d'intérêt

La dette de la Société porte principalement intérêt à taux variable (notes 7 et 9) et elle est donc exposée aux variations des taux d'intérêt. La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de réduire les incidences de la variation des taux d'intérêt sur certaines dettes. Au 31 mai 2011, la Société avait pour 27 millions de dollars US, 8,5 millions d'euros et 390 millions de dollar de Hong Kong de valeur nominale de swaps de taux d'intérêt. La valeur marchande nette de ces swaps de taux d'intérêt était approximativement (153 \$) au 31 mai 2011. Les swaps de taux d'intérêt viennent à échéance entre janvier 2012 et janvier 2018.

La société a 315 millions de dettes à court et à long terme sur lesquels environ 86 millions sont couverts par des swaps de taux d'intérêt et 8 millions sont à taux fixe. Un changement des taux d'intérêt de 1 % aurait un effet d'environ 2,2 millions sur le bénéfice consolidé avant impôts.

L'intérêt sur la trésorerie et équivalents de trésorerie de la Société est à taux fixe. Pour chaque tranche de 10 000 \$ de trésorerie et équivalents de trésorerie, la fluctuation des taux d'intérêt de 0,50 % aurait un impact annuel sur les revenus d'intérêt de 50 \$. Par conséquent, la direction estime que l'impact sur le bénéfice net n'aura pas de répercussions importantes.

Risque de change

La Société est exposée au risque lié à la fluctuation des taux de change sur les ventes réalisées en devises étrangères à travers le monde de ses produits fabriqués dans ses différentes usines. La Société réduit ce risque principalement par des contrats de change et par la couverture naturelle que procurent les achats de matières premières effectués en dollar américain.

La Société a désigné comme couverture de flux de trésorerie une tranche de sa trésorerie et équivalents de trésorerie en dollars US pour couvrir les achats futurs de matières premières en dollars US. La trésorerie et équivalents de trésorerie US désignée est comptabilisé à la juste valeur au bilan consolidé de la Société. Le gain

14 Instruments financiers (suite)

ou la perte de change de la conversion de la trésorerie et équivalents de trésorerie en dollar US désignée est comptabilisée à l'état consolidé du résultat étendu. À l'achat prévu de la matière première au cours des prochains mois, le gain ou la perte de change sera comptabilisé à titre de stocks de matières premières. Le montant de trésorerie et équivalents de trésorerie réservé lié à cette stratégie est néant au 31 mai 2011. La perte de change accumulée incluse dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est nul au 31 mai 2011.

Le risque de change auquel la Société était exposée au 31 mai 2011 s'établissait comme suit :

	SUS	Euro	Livre sterling	RMB	HKD
	\$	€	£	¥	\$
Actifs et passifs financiers ¹					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 808	244	2	314	2 257
Débiteurs	41 925	856	25	-	-
Somme à recevoir de la filiale à part entière	972	1 917	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	(51 808)	(88)	(933)	-	390
Risque total découlant des éléments ci-dessus	(103)	2 929	(906)	314	2 647

¹ Les montants ci-dessus n'incluent pas les soldes des filiales dans leur propre devise fonctionnelle.

Scénario de la fluctuation des devises étrangères à risque :

	SCA/SUS	€/SUS	£/SUS	¥/SUS	SUS/SHK
Taux de change au 31 mai 2011	0,9688	1,4385	1,6439	0,1495	0,1286
Impact sur le bénéfice net de la fluctuation de 5 cents des devises exposées	(3)	146	(51)	2	12

Le risque de change du dollar américain est face à l'euro et le renminbi chinois. Le risque de change de l'euro est face au dollar américain, à la livre sterling et renminbi chinois. Le risque de change de la livre sterling est face au dollar américain et à l'euro. Le risque de change du renminbi chinois est face au dollar américain et à l'euro. Le risque de change du dollar de Hong Kong est face au dollar américain.

15 (Gain) perte de change

Exercices terminés le 31 mai	2011	2010
	\$	\$
(Gain) perte de change sur les opérations	(408)	194
Gain de change réalisé sur les instruments financiers dérivés	(6)	(132)
Gain de change non réalisé sur les instruments financiers dérivés	(593)	(1 246)
a) Inclus à l'état consolidé des résultats	(1 007)	(1 184)
Exercices terminés le 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Perte (gain) de change réalisé sur les contrats de change désignés	491	(491)
Perte (gain) de change réalisé sur l'encaisse désignée	2 214	(1 209)
Gain de change réalisé sur l'encaisse désignée transféré aux inventaires	(1 005)	-
Perte (gain) de change non réalisé sur instruments financiers dérivés	116	(116)
	1 816	(1 816)
Impôts sur les éléments plus haut	(561)	561
b) Inclus dans l'état consolidé du résultat étendu	1 255	(1 255)

16 Frais financiers

Exercices terminés le 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Intérêts et frais bancaires	2 022	185
Intérêts sur la dette à long terme	426	–
Amortissement des autres actifs	67	–
	2 515	185

17 Gestion du capital

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont :

- Optimiser sa structure du capital afin de réduire les coûts et saisir les possibilités d'investissements stratégiques;
- Assurer la stabilité et l'aspect concurrentiel des activités en soutenant les activités de recherche et développement, l'agrandissement d'installations existantes ou la construction de nouvelles installations, les acquisitions potentielles d'entreprises ou de produits complémentaires, et;
- Fournir aux actionnaires de la Société un retour sur investissement approprié.

La Société définit son capital comme étant les capitaux propres.

Les capitaux propres se chiffrent à 348 918 \$ au 31 mai 2011 et 125 678 \$ au 31 mai 2010. L'augmentation provient principalement du bénéfice net et de la nouvelle émission d'actions lors de l'acquisition de MCP et des actions émises en vertu d'un financement.

La Société exerce une gestion de capital basée sur la relation entre la dette nette et le capital. La dette nette représente la somme de la dette financière à court terme et long terme incluant la portion à court terme de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et les placements temporaires.

18 Engagements et éventualités

Engagements

La Société loue certains locaux et équipements en vertu de contrats de location-exploitation. Pour les locaux, l'échéance est de mai 2011 jusqu'à mai 2017 avec option de renouvellement, et en juin 2013 pour les équipements. Les frais de location pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 s'élèvent à 1 145 \$.

Les paiements minimums exigibles, excluant les frais d'exploitation, au cours des prochains exercices sont les suivants :

	\$
2012	1 175
2013	1 136
2014	501
2015	325
2016 et suivant	649
	3 786

Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à des événements qui pourraient causer des actifs et passifs éventuels. À la date d'émission des états financiers, selon la Société, aucun événement significatif ne pourrait avoir un effet matériel sur ses états financiers.

19 Bénéfice net par action

Exercices terminés les 31 mai

	2011	2010
	\$	\$
Numérateur		
Bénéfice net des activités poursuivies	21 641	15 143
Bénéfice net	21 641	14 647
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	49 205 470	45 578 992
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	467 617	254 299
	49 673 087	45 833 291
Bénéfice net par action des activités poursuivies		
De base	0,44	0,33
Dilué	0,44	0,33
Bénéfice net par action		
De base	0,44	0,32
Dilué	0,44	0,32

20 Information sectorielle

La Société présente ses résultats selon deux secteurs d'activités : le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités correspondantes sont gérées en conséquence par les principaux décideurs de la Société. Les données sectorielles financières et d'exploitation, les principaux indicateurs de rendement désignés, sont disponibles et utilisés pour gérer ces secteurs d'activité, pour examiner le rendement et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en termes de revenus et de bénéfice d'exploitation du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des revenus et des dépenses de l'entreprise.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les principales applications sont généralement celles des produits photovoltaïques (énergie solaire), de l'imagerie médicale, des diodes électroluminescentes (DEL), des écrans, des produits électroniques à haute fréquence et des produits thermoélectriques. La plupart de ces produits sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les revenus et les profits associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques, est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et les produits électroniques.

20 Information sectorielle (suite)

Les charges du siège social et les frais de vente, les frais généraux et les frais d'administration non répartis ainsi que les frais financiers, les gains ou les pertes de change et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique Siège social. Le siège social est également responsable de gérer les activités en phase de développement et les coûts afférents sont déduits des revenus.

Les transactions entre les secteurs d'activités ont été éliminées en consolidation.

Le tableau suivant présente une ventilation comparative des informations sectorielles pour les exercices clos les 31 mai 2011 et 2010.

	Matériaux électroniques	Matériaux écologiques	Corporatif	Total
Exercice terminé le 31 mai 2011				
Ventes	121 453	57 375	–	178 828
Profit d'exploitation	34 925	4 772	(3 258)	36 439
Gain de change	–	–	(1 007)	(1 007)
Frais financiers	–	–	2 515	2 515
Revenus d'intérêts	–	–	(604)	(604)
Amortissement	3 562	412	1 394	5 368
Bénéfice avant les intérêts minoritaires et les impôts	s.o.	s.o.	s.o.	30 167
Dépenses immobilisation corporelles et actifs intangibles	17 985	3 114	1 036	20 063
Exercice terminé le 31 mai 2010				
Ventes	70 763	–	–	70 763
Profit d'exploitation	24 336	–	(1 411)	22 925
Gain de change	–	–	(1 184)	(1 184)
Frais financiers	–	–	185	185
Revenus d'intérêts	–	–	(464)	(464)
Amortissement	2 545	–	188	2 733
Bénéfice des activités poursuivies avant les impôts	s.o.	s.o.	s.o.	21 654
Dépenses immobilisation corporelles et actifs intangibles	4 588	–	249	4 837
	Matériaux électroniques	Matériaux écologiques	Corporatif	Total
Au 31 mai 2011				
Actif total moins les actifs intangibles et écart d'acquisition	259 358	331 104	5 084	595 546
Écart d'acquisition	104 571	11 656	–	116 203
Au 31 mai 2010				
Actif total moins les actifs intangibles et écart d'acquisition	132 368	–	–	132 368
Écart d'acquisition	4 382	–	–	4 382

20 Information sectorielle (suite)

Secteurs géographiques

Exercices terminés le 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Ventes effectuées dans les secteurs géographiques suivants :		
Asie	62 559	3 654
États-Unis	61 620	47 393
Europe	50 428	18 969
Canada	1 561	669
Autres pays	2 660	78
	178 828	70 763

Les ventes sont attribuées au pays en fonction du pays d'origine du client avec lequel la Société a signé le contrat.

Au 31 mai	2011	2010
	\$	\$
Immobilisations corporelles, actifs intangibles et écart d'acquisition dans les pays suivants : ¹		
Canada	59,666	22,695
Belgique	12,394	–
Hong Kong	93	–
Allemagne	16,726	9,895
Chine	5,839	–
Royaume-Uni	5,003	–
États-Unis	13,218	–
Autres	4,690	–
	117,629	32,590

¹ Excluant les actifs intangibles et l'écart d'acquisition puisque la répartition du prix d'achat n'est pas complétée.

21 Activités abandonnées

Le 1^{er} septembre 2009, la Société a formé une coentreprise au nom de ZT Plus avec une filiale d'Amérigon Incorporated appelée BSST. La contribution en espèces ou en biens de chacun des partenaires prévue était de 5 500 \$US et donnait une participation de 50 % à la Société. ZT Plus était comptabilisée en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle. Le 26 mars 2010, la Société a vendu sa participation dans ZT Plus pour un montant de 1 600 \$US (1 632 \$) en raison du développement commercial de ZT Plus qui s'est avéré plus lent que prévu. Cette vente a été catégorisée comme un abandon d'activité.

Exercice terminé le 31 mai	2010
	\$
Perte des activités abandonnées	
Revenus	–
Dépenses de recherche et développement	887
Perte avant impôts	887
Recouvrement d'impôts	(545)
Perte nette	342
Perte à la disposition de ZT Plus nette des impôts de 133 963 \$	154
Perte nette des activités abandonnées	496

ZT Plus détenait 10 694 \$ d'actif et 105 \$ de trésorerie et équivalents de trésorerie au moment la disposition, 50 % figurait à l'actif consolidé de la Société.

22 Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à prestations déterminées

La Société détient un régime de retraite à prestations déterminées pour certains employés d'une filiale allemande. Le régime a prêté un montant de 1 896 € (environ 2 641 \$) à la filiale allemande qui emploie les salariés. Le régime fait l'objet d'un calcul de mise à jour chaque année pour déterminer l'obligation au titre de prestations constituées et la valeur marchande des actifs.

La Société détient un passif au montant de 6 586 € (environ 9 172 \$) relativement au régime et l'actif du régime est de 2 644 € (environ 3 682 \$) au 31 mai 2011. La dépense reliée au régime totalise 70 € (environ 98 \$) pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. L'obligation au titre de prestations constituées totalisait 6 636 € (environ 9 241 \$) au 31 mai 2011.

23 Chiffres correspondants

Certains chiffres ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice en cours.

24 Événements postérieurs au bilan

En août 2011, la Société a signé une nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 millions de dollars qui remplacera sa facilité de crédit renouvelable de deux ans garantie de premier rang de 50 millions de dollars auprès de la Banque Nationale du Canada. La nouvelle facilité de crédit servira au refinancement de la dette bancaire actuelle et sera utilisée à d'autres fins générales, notamment pour des dépenses en immobilisations et des possibilités de croissance. La nouvelle facilité de crédit de quatre ans portera intérêt soit au taux préférentiel, au taux de base des États-Unis, au taux LIBOR ou EURO LIBOR majoré d'une marge fondée sur la dette consolidée de premier rang de 5N Plus au ratio du BAIIA. 5N Plus dispose également de facilités de crédit de 35 millions de dollars US en Asie. En tout temps, 5N Plus peut demander que la nouvelle facilité de crédit soit augmentée à 350 millions de dollars par l'exercice d'une clause accordéon de 100 millions de dollars supplémentaires, demande assujettie à l'examen et à l'approbation des prêteurs. En lien avec la nouvelle facilité de crédit, la Banque Nationale du Canada et la Banque HSBC ont agi à titre de co-arrangeurs de premier niveau et de chargés de la tenue des registres, et cinq autres banques, à titre de prêteurs.

La société a donné tous ses actifs en garantie à l'exception des actifs en Chine en relation avec cette nouvelle facilité de crédit.

Le 24 août 2011, la Société a annoncé l'approbation conseil d'administration, de changer la fin d'exercice financier du 31 mai pour le 31 décembre. Ce changement fera correspondre la date de fin d'exercice de 5N Plus et MCP, simplifiant ainsi les processus internes puisque toutes les unités d'exploitation utiliseraient la même période de présentation. Le premier trimestre terminé le 30 septembre 2011 compterait quatre mois de résultats et l'année terminée le 31 décembre 2011 compterait sept mois de résultats de 5N Plus.